Les conditions du nouvel accord prévoient que le prêt doit être remboursé en entier le 1^{er} décembre 1958, et il continuera d'être consenti sans intérêt jusqu'au remboursement définitif à cette date. Le Royaume-Uni a accepté d'effectuer immédiatement un versement en une somme globale, afin de réduire à 150 millions de dollars le montant impayé aux termes du prêt. Cette disposition de l'accord a été remplie le 14 août dernier, lorsque le Royaume-Uni a versé \$38,648,118.84. Le solde de 150 millions qu'il reste à acquitter à l'égard du prêt sera réglé au moyen de vingt versements trimestriels de sept millions et demi chacun, payables les premiers jours de mars, de juin, de septembre et de décembre de chaque année; le premier versement sera effectué le 1^{er} mars 1954 et le dernier, le 1^{er} décembre 1958.

C'est en 1942 qu'on a accordé le prêt de 700 millions de dollars au Royaume-Uni, aux termes de la loi sur les crédits de guerre (Financement du Royaume-Uni) adoptée la même année. Les membres du comité se souviendront qu'au début de la guerre, et avant les ententes d'aide mutuelle, on a financé le vaste déficit de l'Angleterre à l'égard du Canada en faisant rentrer au pays les valeurs canadiennes détenues par les capitalistes anglais et en accumulant au nom du Canada de vastes soldes en livres sterling à Londres. On a ainsi fourni au Royaume-Uni des dollars canadiens sous la forme d'aide financière provisoire afin de lui permettre d'acheter au Canada le matériel de guerre essentiel sans être limité par la pénurie de devises étrangères.

En 1942, ces soldes en livres sterling atteignaient la somme considérable d'environ un milliard de dollars. En vertu de la loi de 1942 dont il a été question, on a prêté officiellement au Royaume-Uni 700 millions de dollars puisés dans ces réserves. Le reste a servi à l'achat de titres du Dominion du Canada et des chemins de fer Nationaux du Canada que détenaient les portefeuillistes anglais.

L'article 4 de la loi de 1942 permettait de faire ce prêt en échange d'une promesse du Royaume-Uni de payer 700 millions de dollars dans les conditions que prescrirait le gouverneur en conseil. La loi établissait en outre qu'il n'y aurait aucun intérêt à payer au titre de cet engagement, avant la fin de la guerre. Au moyen des lois de 1946 et de 1951 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni, le Parlement a autorisé le maintien de la disposition accordant le prêt sans intérêt et le maintien, sans modification, des autres ententes relatives au prêt, jusqu'au premier janvier 1954. Il était prévu que les deux gouvernements entameraient des discussions avant cette date, soit avant le 1^{er} janvier

[L'hon. M Abbott.]

1954, sur la question des intérêts et sur le remboursement de tout solde impayé. Les discussions qui ont eu lieu entre les deux gouvernements ont abouti à la signature d'un nouvel accord le 13 août, accord dont j'ai esquissé les grandes lignes.

Aux termes des arrangements conclus en 1942 pour remboursement de l'emprunt, on avait convenu que les fonds provenant du rachat de valeurs canadiennes possédées par le Royaume-Uni ou de la vente de telles valeurs à des non-résidents du Royaume-Uni seraient affectés au remboursement du prêt. En 1946, on a jugé souhaitable de permettre que les nouveaux placements directs, y compris les placements pour la création de nouvelles entreprises ou sociétés au Canada, ou l'expansion des entreprises du Royaume-Uni au Canada, soient défalquées de la vente de valeurs, dans le calcul du montant à affecter de temps à autre au remboursement de ce prêt. Le montant total des sommes défalquées à l'égard des nouveaux placements directs au Canada s'élevait lors de la signature du nouvel accord, le 13 août, à 71.6 millions, sur lequel on a autorisé un prélèvement de 16.8 millions en vue de l'achat d'avions.

L'accord signé le 13 août prévoyant que le gouvernement du Royaume-Uni remboursera directement le prêt, notre Gouvernement se trouve par le fait même dégagé de sa promesse d'affecter au remboursement du prêt le produit net de la vente et du rachat de valeurs canadiennes. Les autorités britanniques désiraient cette libération afin de permettre aux particuliers britanniques qui ont des capitaux à placer de réaffecter le produit de la vente de leurs valeurs canadiennes à d'autres titres d'entreprises canadiennes nouvelles et croissantes de leur choix. Ce supplément de liberté et de souplesse est conforme à l'intérêt mutuel des deux pays.

Le montant net des remboursements effectués jusqu'au moment de la signature du nouvel accord est de 511.4 millions de dollars, soit une moyenne annuelle d'environ 48 millions. De 1948 au 13 août 1953, cependant, la moyenne annuelle du remboursement a fléchi à 31.7 millions de dollars. Cela est attribuable dans une certaine mesure aux dispositions de compensation concernant les nouveaux placements de fonds britanniques directement au Canada et aussi au fait que la vente des valeurs canadiennes de la part des financiers britanniques avait diminué ces dernières années. Le versement global de 38.6 millions de dollars, effectué le 14 août, et le remboursement annuel au rythme de 30 millions aboutiront au plein et définitif rachat du prêt le 1^{er} décembre 1958.

Compte tenu des intérêts des deux pays et des difficultés de l'après-guerre pour ce qui